

N°205 - SEPTEMBRE 2006

1,50 EURO

Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION
MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

TROUPES FRANÇAISES HORS DU MOYEN- ORIENT !



PAGE 3

LIBAN | PAGES 6-7

RESF | PAGES 11-12

ET AUSSI...

**LOGEMENT
EN CRISE**

**GUERRE
ET PAIX**

**LE PIÈGE
DE SARKO**

**1936
BOIRE OU
MILITER ?**

KANAKY

PIQUETERAS

M 02348 - 205 - F - 1,50 €



NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme – et particulièrement l'impérialisme français –, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

Voilà ce à quoi travaille
Voie Prolétarienne.

Partisan est le journal de Voie Prolétarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 3^e trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

Voie Prolétarienne, BP n° 48
93802 Epinay/Seine cedex France

Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €

UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE

POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS

CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 6 PARIS



Partisan

L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

2007 : QUI A LES CLÉS DU CHANGEMENT ?

DES ATTAQUES TOUJOURS, MAIS DES RÉSISTANCES ENCOURAGEANTES !

Cet été, la résistance libanaise a mis en échec l'ambition d'Israël de la réduire à néant par une intervention militaire éclair. Au Népal, la lutte démocratique, dans laquelle le Parti Communiste Maoïste du Népal a joué un rôle déterminant, a imposé un recul très important à la réaction monarchique.

En 2005, par la victoire du Non au référendum sur la Constitution européenne, la majorité des travailleurs de France ont désavoué les politiques mises en œuvre par les bourgeoisies européennes. Au printemps, la lutte des jeunes et des travailleurs contre le CPE a été un premier succès. Or, il y a longtemps qu'un succès n'avait pas conclu une lutte. Les mobilisations pour défendre des jeunes sans-papiers et les soustraire à l'expulsion ont imposé un recul momentané à Sarkozy qui s'est rattrapé pendant les vacances scolaires.

Dans les entreprises et les usines, travailleurs et ouvriers sont confrontés aux licenciements et à l'arbitraire patronal. La précarité et la pression du chômage rendent les travailleurs plus vulnérables. Pour résister, nous avons besoin de syndicats de classe forts, mais c'est à ce moment que la direction de la CGT confirme son abandon d'un syndicalisme de classe, abandon auquel s'oppose de façon claire un nombre croissant de syndicalistes.

POUR CHANGER, À QUI FAIRE CONFIANCE ?

Face à la montée des résistances, les attitudes bourgeoises sont très semblables. Mettre en place des forces d'interpositions qui, sous couvert d'éviter le pire, empêcheront les luttes de prendre de l'ampleur. Que cette interposition s'appelle «FINUL», comme au Liban, «médiateur» en France pour les sans-papiers, ou «parti de gauche», leur rôle est au fond le même. Désarmer le peuple, au propre comme au figuré, en lui demandant de mettre sa confiance, non dans sa force organisée, mais dans les mains des experts patentés de la bourgeoisie.

Personne ne peut ignorer que 2007 est une année électorale. Depuis bientôt un an, journaux, télévision, font leurs unes sur les candidats possibles, à droite comme à gauche. Les sondages mesurent les résultats de ce bourrage de crâne.

Des candidats, on connaît beaucoup de choses, mais assez peu leurs propositions. Quand elles surgissent, il est alors bien difficile de faire la distinction entre gauche et droite. UMP, PS et PC soutiennent l'intervention impérialiste française au Liban. UMP et PS sont pour «revaloriser» le travail, pour plus de sécurité, et pour un service civil pour les jeunes. Sur les sans-papiers, les candidats possibles du PS font profil bas. La précarité du travail, l'abrogation du CNE, personne n'en parle. La «gauche anti-libérale» cherche son candidat, mais se désistara pour le PS pour faire barrage à Sarkozy et, s'il le faut, comme en 2002, fera voter Sarkozy pour faire barrage à Le Pen !

POUR AVOIR CONFIANCE EN NOUS, TRAVAILLEURS, NOUS DEVONS CONSTRUIRE NOTRE FORCE !

Des élections de 2007, ne sortira rien de bon pour nous. Les élections permettent au mieux aux travailleurs d'exprimer un désaveu et un rejet. Elles ne permettent pas de construire leur force organisée. C'est au contraire le jeu par lequel la bourgeoisie cultive le renoncement des travailleurs à agir de façon indépendante, par leurs propres moyens avec leurs propres armes. Les partis de gauche, «dibéraux» ou «anti-libéraux», vont s'employer à capitaliser, sur leurs candidats et sur leurs politiques, les mécontentements et les refus qui se sont exprimés depuis des mois. Ils le pourront d'autant mieux qu'il n'y a pas de force anti-capitaliste capable de leur fournir un autre débouché.

Fournir un autre débouché aux aspirations des travailleurs, c'est développer leurs propres organisations de classes, porteuses de leurs aspirations, pour lutter contre le capitalisme et le renverser pour construire une autre société, par le pouvoir des travailleurs.

Travailleurs, c'est en nous que nous devons avoir confiance. Nous aurons confiance en nous que si nous sommes solidaires et organisés, que si nous poursuivons la même perspective, que s'il existe un parti issu de nos rangs et regroupant ceux qui sont les plus conscients et les plus déterminés, et en qui nous pouvons mettre notre confiance. Un parti communiste, voilà ce qui est la clé du changement.

Puisons dans les succès, même limités des peuples du monde et de nous-mêmes, contre nos ennemis, la volonté et la force de nous atteler à cette longue tâche de construction.

USA

BUSH CENSURÉ !

Le 21 août, lors d'une conférence de presse à la Maison-Blanche, Bush a fait une de ses bourdes coutumières. Répondant à une question sur son sentiment vis-à-vis de la situation en Irak, Bush a déclaré : «Parfois je suis frustré. Rarement étonné. Parfois je suis heureux», avant de se reprendre et de déclarer que la guerre n'était pas «un moment de joie». Mais beaucoup de spectateurs étatsuniens ne connaîtront jamais le passage où Bush exprime son bonheur. En effet, les chaînes CBS et NBC ont délibérément retenu ce passage de la citation présidentielle. Les deux chaînes télé ont préféré insister sur la «frustration» et sur le fait que le président comprenait que l'Irak pouvait affecter le moral de la nation. Le *New York Times* et le *Los Angeles Times* n'ont pas fait mieux.

SONDAGE : A BAS LIBERALISME, MONDIALISATION, ET ÉCONOMIE DE MARCHÉ !

C'est un sondage de l'institut américain GlobeScan et de l'université du Maryland qui ont posé dans 20 pays cette question apparemment anodine : le système de l'économie de marché et de la libre entreprise est-il le meilleur mode de fonctionnement pour le monde ? Pour la grande majorité des sondés, 61% en moyenne, la réponse était oui. La seule surprise provenait de... la France, qui, en queue de peloton, était la seule à ne pas être d'accord, avec seulement 36% des Français adhérant à l'économie de marché.

Les articles signés, les correspondances, les brèves ne sont pas nécessairement l'expression de l'orientation de notre organisation. Sur certaines questions, notamment d'actualité, il peut même y avoir des points de vue divergents, mais le débat reste ouvert.

LOGEMENT

trouver dans cette situation», soulignait en 2005 la fondation Abbé-Pierre. Cet «hébergement-cache misère de la crise du logement» touche toutes les tranches d'âges. Ainsi voit-on des cou-

plés avec enfants retourner vivre chez leurs parents. Les chiffres de l'Insee montrent que le nombre de personnes hébergées chez des proches est passé de 924 000 en 1996 à 973 000 en 2002, soit une hausse de près de 50 000. Depuis la tendance n'a fait que s'accroître avec le développement de la précarité (+ 10% de RMIstes en 1 an) et de la misère (on ne compte plus le nombre de Sans Domicile «Fixe»). Toutefois, on nous parle d'aménagement, de rénovation, de «mixité sociale» et de réformes nouvelles. Qu'en est-il dans la pratique ?

LA CRISE ET SES PROFITS

Aubervilliers (95) : 55 ménages, expulsés sans logement le 7 juin 2005 de la cité des Prés-Clos, ont campé pendant cinq mois dans la rue à proximité de leur immeuble.

RÉNOVATION ? À la suite d'après négociations avec l'Etat, elles ont été placées au Foyer de jeunes travailleurs d'Aubervilliers, dans l'attente du logement définitif promis par l'Etat et la Mairie «communiste» d'Aubervilliers, qui se sont engagés en signant un protocole d'accord (6 octobre 2005). En mai 2006, l'Etat se lave les mains de sa responsabilité dans ce dossier, revient sur ses engagements et parle aujourd'hui «d'aide au retour». Depuis les familles vivent dans la peur d'une intervention policière.

Pourquoi autant d'HLM vides à Aubervilliers ? Parce que le programme de «rénovation urbaine» de la ville se fait au nom de «la mixité sociale». Elle prévoit la transformation de logements HLM en logements intermédiaires et en logements privés aux prix du marché.

«RÉNOVATION URBAINE» À GENNEVILLIERS (92)

Une «convention de rénovation urbaine» de deux quartiers de Gennevilliers a été signée en début 2006 par la Mairie (PCF). Elle prévoit 627 démolitions et rénovations, ainsi que l'aménagement d'espaces publics. Contre ce projet, des locataires se sont rassemblés autour de la banderole de la «Coordination anti-démolition des quartiers populaires d'Ile-de-France». Ils ont manifesté contre le projet de démolition de la cité des 3F, aux Grésillons, en jugeant «honteux de dépenser tellement d'argent public pour casser des HLM en bon état, alors qu'il y a trois millions de mal logés en France». Une mère célibataire, technicienne chez Alcatel, s'insurge : «La mairie considère que notre cité est un ghetto, alors que les appartements sont superbes, insonorisés, pas chers (42 euros pour 70 m², eau et chauffage compris), à 100 mètres du métro. Tout ce que la mairie veut faire, c'est profiter de l'argent donné par l'Etat pour faire une 'coulée verte', et attirer les classes moyennes...».

«RÉAMÉNAGEMENT» À CHÂTENAY-MALABRY (92)

Les habitants d'une cité de Châtenay-Malabry protestent contre la démolition de



Manifestation à Cachan

deux tours, annoncée en février par le maire UMP, Georges Siffredi. «Nous ne voulons pas partir. D'ailleurs, selon notre enquête, 88% des familles sont contre la destruction», affirme le collectif des habitants de la résidence. Qui insiste sur «la bonne intégration des gens», «la qualité des logements, spacieux et peu chers» au regard des prix pratiqués dans le département.

La mairie ne fait pas mystère de ses intentions. «Nous avons ici près de 60% de logements sociaux» (selon l'INSEE, ce chiffre est de 49,1%). «Ça va, on a ce qu'il faut», explique Mme Rodier, directrice des services techniques, évoque un nécessaire réaménagement urbain : la mairie se porterait acquéreur des immeubles et n'aurait pas l'obligation de reconstruire.

EXPULSIONS À CACHAN. Le 17 août au matin, environ 1000 personnes, hommes, femmes et enfants, ont été expulsées par la force de 640 CRS de l'immeuble qu'elles occupaient, pour certaines depuis 2005.

Elles sont aujourd'hui réfugiées dans un gymnase dans les pires conditions.

Cette nouvelle ignominie du gouvernement contre des travailleurs immigrés et leurs familles, à soulever l'indignation générale. Elle frappe les travailleurs les plus exploités et les plus pauvres !

Ces familles réclament la libération immédiate de tous les expulsés interpellés ; un logement décent et durable pour tous ; la réquisition des logements vacants pour les sans-logis et les mal-logés et la construction de logements sociaux !

ON BRÛLE À PARIS, À ROUBAIX... Il y a un an dans la nuit du 25 au 26 août 2005, dix-sept personnes, dont quatorze enfants, trouvaient la mort, intoxiqués ou calcinés dans l'incendie d'un immeuble du 15^e arr. de Paris). Toutes étaient d'origine africaine. La plupart des locataires de l'immeuble résidaient là depuis 1991. Tous étaient en situation régulière et payaient leur loyer. Quatre mois plus tôt, le 15 avril, vingt-quatre personnes, majoritairement africaines et en attente de régularisation, avaient disparu dans les flammes de l'hôtel Paris-Opéra dans le 9^e arrondissement. À peine les braises de cette nouvelle tragédie étaient-elles éteintes, qu'un troisième sinistre se déclarait dans la nuit du 29 août rue du Roi Doré, dans un squat cette fois occupé par trente-deux personnes venues de Côte d'Ivoire : 7 morts. Etc. Auxquels s'ajoutent les derniers incendies meurtriers de Roubaix.

UNE DESTRUCTION DÉLIBÉRÉE DU LOGEMENT POPULAIRE. La crise du logement entasse, expulse, hausse les loyers et tue pour le bien-être des spéculateurs : les plus-values immobilières ont augmentées de

70% en 6 ans dans l'immobilier ancien. Les 3 millions de logements inoccupés poussent à la spéculation.

C'est cette économie-politique du logement qui conduit à faire du logement décent un bien inaccessible aux précaires et aux salariés pauvres, et qui privatise le logement social. Et ce n'est pas particulier à la France, le forum social d'Athènes, au printemps dernier, avait montré qu'il s'agissait d'une situation internationale.

Le ministère de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement, la Banque européenne d'investissement (BEI), l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) — financé entre autres par le 1% patronal —, et Dexia crédit local viennent de s'associer pour soutenir «l'effort des collectivités en faveur de la rénovation urbaine et sociale des zones urbaines sensibles (ZUS) sur l'ensemble du territoire». Le protocole d'accord a été signé à Paris le 22 mai 2006 par Jean-Louis Borloo, ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement. L'objectif de ce programme, après les «émeutes» de novembre 2005, est de financer les investissements des collectivités territoriales. Celles-là même qui «rénovent», «réaménagent» et «expulsent».

POUR LE DROIT AU LOGEMENT, SEUL LE SOCIALISME...

La ville et les cités sont l'enjeu de restructurations massives (comme l'a été et l'est toujours l'industrie), sur la base de rénovation et de spéculation. Les artisans de ces politiques sont, d'une part, les promoteurs, et, d'autre part, les municipalités. De droite comme de gauche,

de l'UMP au PCF, celles-ci réagissent en gestionnaires capitalistes. Dans les rénovations elles sont toutes d'accord pour chasser les ouvriers chômeurs ou immigrés, les précaires, les bas salaires, les familles nombreuses, etc... considérés comme la cause des problèmes sociaux et financiers, et pour faire la cour aux couches encore solvables : fonctionnaires et petit-bourgeois. Si les artisans de cette politique anti-ouvrière se trouvent du côté des promoteurs, des marchands de bien, des municipalités et des différents gestionnaires d'offices de HLM, le véritable chef d'orchestre en est l'Etat capitaliste. Depuis l'ouverture de la crise, au début des années 70, les gouvernements qui se succèdent favorisent au contraire la montée du prix des loyers, en vue de relancer le secteur du bâtiment. Côté logement privé, c'est la libération du prix des loyers, et la disparition des loyers régis par la loi de 1948. Côté logement social, c'est la réduction des subventions, l'érosion de la contribution patronale, l'instauration de sur-loyers, la «rénovation urbaine» (démolition de bâtiments, etc...)

NOS AXES DE LUTTE. Nous combattons cette politique de rénovation urbaine, qui se fait une fois de plus sur le dos des exploités. Dans l'immédiat nous exigeons :

UN LOGEMENT DÉCENT POUR TOUS

- Le relogement immédiat des sinistrés de Roubaix, leur indemnisation et la poursuite des marchands de sommeil
- La régularisation et le relogement des 1000 de Cachan
- L'arrêt des expulsions sans relogement

L'ARRÊT DES RÉNOVATION-EXPULSIONS

- La réquisition des logements vides

Toutefois, nous contestons les formes actuelles d'urbanisation : cités, etc. Il devient de plus en plus évident que cette urbanisation, résultat de la spéculation capitaliste, est inacceptable. Il faut donc repenser, en fonction de critères sociaux, la division actuelle de l'espace urbain entre usines, quartiers bourgeois et cités populaires. Pour cela il faut re-développer un mouvement de défense et de promotion du logement populaire à bas coût (pas plus de 10% des revenus), lutter pour un développement de l'emploi à proximité des lieux de vie. Cela n'est possible que si dès aujourd'hui les victimes, les exploités s'organisent pour prendre leur vie en main. Et intègrent leurs luttes pour leur besoins immédiats dans la perspective du socialisme véritable, qui seul peut abolir cette société marchande. **SM**



Manifestation à Paris, 26 août 2006

Les camarades me tannent le cuir pour que je donne mon message et mon expérience afin que d'autres puissent avoir la même chance que moi de s'en sortir. Je vais donc vous parler d'un fléau mondial, car malheureusement le monde ouvrier lui paye largement son tribut. Eh oui ! Je vais vous parler de l'alcoolisme, car je pense qu'il est bon de le dire à tous et toutes que l'on peut sortir de la dépendance alcoolique.

ALCOOLISME

«L'INDICATEUR DE QUELQUE CHOSE QUI DYSFONCTIONNE»

Boire ou militer, il faut choisir



TÉMOIGNAGE

L'alcool a été pour moi, dans mes jeunes années au travail, quelque chose d'omniprésent dans toutes les situations. Je crains fortement d'avoir pris une cuite qui durera toute la période de mon alcoolisation. Un jour, dans le monde du travail, un militant syndical m'a fait prendre conscience de ma déchéance et de ma dépendance à l'alcool. Il m'a suggéré de me faire désintoxiquer. Ce que je fis. Bien m'en prit.

CHANGER, RECONSTRUIRE SA VIE. Une des premières choses que doit faire un alcoolique dépendant quand il est sevré sera de ne jamais retoucher à une goutte d'alcool, et se faire, si nécessaire, accompagné par des gens sobres. Car cette maladie ne nous laisse pas le choix : tu ne toucheras pas au premier verre, ou tu retourneras à la case départ.

Arrêter de boire, c'est aussi essayer de comprendre pourquoi, et savoir que faire pour ne pas retourner à la case départ. Il faut changer de mode de vie intérieur et faire connaissance avec soi-même. Certes,

il faut modifier ses habitudes, même dans le monde du travail, car il y a les bons amis, mais aussi ceux qui voudraient bien nous voir rechuter.

Après beaucoup d'effort et de vigilance, on apprend à maîtriser sa vie dans tous les domaines, car l'alcool dans notre société est présent à chaque pas. Il est rusé, sournois, puissant ! Les premiers temps, il faut reconstruire sa vie avec le fardeau des erreurs du passé. Mais avec beaucoup de simplicité, on arrive à le faire.

COLLECTIVEMENT, AMICALEMENT. Comme pour le communisme, on peut rarement arriver à résoudre ses problèmes seuls.

Adhérer à une association de buveurs excessifs, c'est une option excellente, car là on croise des gens qui ont connu des situations similaires, là on trouve chaleur et amitié. Et, en plus, comme on a connu les mêmes situations, on apprend aussi à ne pas tricher, à partager la réalité de notre problème commun. En se choisissant un confident, on approfondira ce que nous pensons être la cause de tous nos maux. Cela aide à évacuer le trop plein de notre mal vécu. C'est un axe supplémentaire dans notre rétablissement.

ET MILITER, S'ENGAGER. L'alcool nous a fait souffrir de la solitude et du manque de communication. Et, dans le monde du tra-

vail, quand on est OS, le manque de considération est là, même en restant sobre, on n'est pas mieux considéré par la hiérarchie. Apprendre à se revaloriser, à s'estimer, à se connaître soi-même, seront les axes essentiels pour se rétablir sans faire usage d'alcool et vivre libéré de la dépendance alcoolique.

Pour cela, il faudra réussir sa vie (et non dans la vie). Elle paraîtra plus agréable à gérer. Cela est capital pour nous. Car une fois que nous avons réacquis nos fonctions physiques et cérébrales, nous retrouvons aussi nos objectifs de militantisme et d'engagement personnel.

C'est l'impact sur nos activités militantes. On ne nous exploitera plus de la même façon !

Eh oui ! Combien a-t-on profité de notre mal-être pour nous faire faire n'importe quoi ! L'alcoolisme au boulot aide les exploités de tous ordres à nous spolier de tout droit, nous humilier, nous rabaisser plus bas que terre. Faire des heures supplémentaires et autres... Le jour où cela commence à être clair pour nous, le choix ne se pose plus.

Pour moi, il serait bon que la société change dans beaucoup de domaines. Changer le mode de production, ainsi que tout ce qui est lié à l'exploitation et aux dépendances de toutes sortes.

Un militant VP

COMMENTAIRE DE LA RÉDACTION. Du collectif au collectif en passant par l'individu, tel semble être le parcours du camarade. C'est un collègue militant, au départ, qui conseille la désintoxication. Et le résultat est un retour aux activités militantes. Toute drogue est liée à un repli sur soi, qu'elle qu'en soit la cause ou la conséquence. C'est donc bien : boire OU militer.

RÉPRESSION ET RENCONTRES AMICALES

La politique de la bourgeoisie va dans le sens de la restriction. Mais pas sans contradictions. La répression de l'alcool au volant, la chasse aux causes possibles d'accidents du travail, la course à l'amélioration de la productivité s'opposent à la tolérance vis-à-vis d'une drogue qui avait le grand avantage de «faire oublier» la dureté du travail et de la vie ouvrière. Mais le lobby de la filière vins et spiritueux veille, et il comprend une multitude de «petits», viticulteurs, caféiers. L'alcool coûte cher à la Sécurité mais il rapporte gros à l'Etat.

Contradictions ! Nous aussi, nous

avons nos contradictions. Nous préférons les camarades en pleine santé et bons militants, mais nous n'appréhensions pas la suppression des occa-

sions de rencontres amicales sur le lieu de travail. La solution est pourtant simple : de plus en plus d'arrosages, avec de moins en moins d'alcool !

FRANCE : QUELQUES CHIFFRES

1 PERSONNE SUR 10 est malade de l'alcool. 23 000 PERSONNES en meurent directement chaque année. 50% DES TRAUMATISMES ET 30% DES MALAISIES enregistrés aux urgences des hôpitaux sont indirectement dus à l'alcool. 62% DES ENTREPRISES avouent avoir été confrontées à des problèmes d'alcool parmi leurs salariés, 14% à un usage de cannabis, 2% à l'usage d'autres drogues. 31% DES RESPONSABLES de société déclarent que la consommation d'alcool au travail fait partie de la culture de leur milieu professionnel. Un chiffre qui atteint 60% dans le milieu du bâtiment.

Les problèmes d'alcool sont-ils fréquents dans le monde du travail aujourd'hui ?

Le phénomène social de l'alcoolisme, au sens d'une consommation massive d'alcool doublée d'un très fort rituel social, est né avec la révolution industrielle. Avec la déculcation de la paysannerie dans les faubourgs des grandes villes, l'alcool est devenu une drogue sociale sans qu'on sache, à l'époque, qu'il s'agissait d'un psychotrope puissant. Ce n'est qu'ensuite, avec l'émergence de la lutte des classes, que le patronat utilisera l'alcoolisme comme une thématique de dénigrement de la classe ouvrière. La honte et le déni que véhicule toujours l'alcoolisme dans l'entreprise sont directement issus de cette histoire. Aujourd'hui, quand on dit problème d'alcool, on pense toujours alcoolisme, alors que cette pathologie très caractérisée ne concerne que de 3 à 4% des personnes. Dans

l'entreprise, les enjeux ne se réduisent pas qu'à cela : il y est autant mal vu de ne pas boire comme tout le monde que de ne pas contrôler sa consommation d'alcool comme tout le monde.

Peut-on lier la consommation excessive de certains salariés à leurs conditions de travail ?

Le rapport problématique à l'alcool dans le monde du travail est indicateur de quelque chose qui dysfonctionne dans l'entreprise, que ce soit en termes d'organisation, de conditions de travail ou de clarté du management. Cela peut être par exemple la pénibilité physique ou psychique, le stress, la pression, mais aussi l'ennui ou au contraire la surcharge de travail...

Interview de Jean-François Vallette, directeur d'une structure d'addictologie à Lyon, Le Monde du 24 mai 2006

FAIRE PAYER LES CRIMINELS !

MANIFESTATION NATIONALE A PARIS DES VICTIMES DE L'AMIANTE

SAMEDI 30 SEPTEMBRE - 14 H

A L'APPEL DE L'ASSOCIATION NATIONALE DE DÉFENSE DES VICTIMES DE L'AMIANTE (ANDEVA)

«Salariés de l'amiante, employés de l'indifférence»

Sous ce titre, Caroline Faesch, a publié un livre émouvant qui relate les trente ans d'histoire des ouvriers de l'usine Pont à Mousson, Everitube-St Gobain, à Andancette dans la Drôme.

LES PATRONS SAVAIENT... Mais les patrons, pour faire des profits, ont fait les sourds. En 1971 lors d'une conférence des industriels de l'amiante de 11 pays, à Londres, les dirigeants français apprennent que l'amiante bleu est quasiment interdit en Grande Bretagne. Plus d'importation, plus de travail, car - vu le danger - la norme est devenue très rigoureuse. Les patrons anglais préconisent «l'abandon dès que possible» de ce matériau à l'index.

Une conduite criminelle. Au lieu de cela, Everitube puis Pont à Mousson persévèrent, et même entre 1986 et 1992 sous-traitent une partie du travail à trois Centres d'aide par le travail (CAT), c'est-à-dire confient le travail sur les manchons empoussiérés à des handicapés -c'est-à-dire dans les plus mauvaises

conditions de prévention possibles- à des non salariés, ne relevant pas du droit du travail, donc sans recours possible à l'inspection du travail ni à la réparation des maladies professionnelles.

DES CHIFFRES ACCABLANTS. Une enquête médicale parue début 2000 a retrouvé 395 anciens salariés dont 82 étaient décédés en moyenne à l'âge de 55 ans, avec 11 personnes atteintes de mésothéliomes, quatre de cancers gastro-intestinaux et deux de cancers des poumons. Depuis l'enquête, deux cas de mésothéliome supplémentaires sont apparus parmi le personnel et un chez une épouse de travailleur. C'est donc plus de 15 personnes atteintes de cancers dus à l'amiante qu'il faut décompter, un peu plus de 30 ans après le démarrage de l'usine, sans parler d'un nombre bien plus élevé de cas de fibroses de la plèvre et des poumons (plaques et épaississements pleuraux, asbestose).

Article paru dans le bulletin de l'ANDEVA



EN DESSOUS DE 10% ?

CHÔMAGE

Même le directeur général de l'Unedic, Jean-Pierre Revoil, n'y croit pas : «les 'dispensés de recherche d'emploi' (DRE) sont devenus si nombreux que si on les réinjecte sur les listes de l'ANPE, le taux des sans-travail va prendre deux points...» Le nombre officiel bondirait alors au niveau de 12% ! Et souvenons nous que :

- 47,8% des chômeurs n'ont pas droit à indemnisation, et sont exclus des statistiques.
- les chômeurs «officiels» (de catégorie 1) ne représentent que 57% de tous les inscrits à l'ANPE.
- 400 000 chômeurs «seniors» sont dispensés de recherche d'emploi (DRE) et n'apparaissent pas non plus dans le taux officiel.
- Entre 45 et 54 000 «stagiaires de la formation professionnelle» sont eux aussi escamotés.
- Les radiations administratives ont quadruplé en dix ans,...

TENDANCE DU MARCHÉ DU TRAVAIL MONDIAL. Une récente étude du très officiel Bureau international du Travail (BIT) observe que, en ce qui concerne le marché du travail actuel : «Nous vivons une époque faite d'opportunités mais aussi d'incertitudes, à l'heure où tombent certains des obstacles qui ont longtemps empêché les femmes et les hommes d'exploiter pleinement leurs capacités mais où, dans le même temps, les

bons emplois sur lesquels repose la sécurité d'une vie meilleure sont de plus en plus difficiles à trouver.»

Et d'ajouter que «des centaines de millions de nouveaux emplois devront être créés au cours de la prochaine décennie. En moyenne, les économies devront générer plus de 43 millions de nouveaux emplois chaque année pour réduire le chômage mondial.»

Mais les «moteurs du changement existent» car, selon le BIT, le monde du travail et les marchés de l'emploi seraient soumis à «l'action combinée de facteurs qui impulsent le changement : l'impératif du développement dans les pays développés comme dans les pays en développement, les mutations technologiques,...

RÉGRESSION DU SOCIALISME ?

Les chiffres du BIT mêmes sous-estimés, traduisent l'évolution actuelle du monde capitaliste. Une évolution contradictoire : d'une part, une population qui croît, des peuples qui aspirent au développement, au changement et une science, des techniques qui en donnent de plus en plus les moyens. D'autre part un système économique et politique qui bloque les changements, car son seul impératif, à travers concurrence, marché, etc. c'est l'accumulation de profit.

Contradictions de plus en plus visibles, dont les classes et peuples exploités ont de plus en plus conscience. Mais contradictions qui ne pourra se résoudre que si les exploités du monde savent s'organiser pour agir et agissent pour le socialisme véritable.

SM

Un lecteur de Marseille nous envoie le texte d'une Déclaration de sa section CGT : «Je vous fais parvenir un texte que nous avons diffusé dans notre boîte (organisme de formation) ainsi qu'à quelques sections syndicales du secteur d'activité (formation-insertion) et au comité Chômeurs CGT.»

L'industrie de la formation

« L'industrialisation du mode production (du savoir en occurrence) est achevée. Cette industrialisation fait suite et termine le cycle de la mise au pas de tous les secteurs touchant directement l'humain. Santé, éducation, social en général, ANPE - mission locale - ASSE.DIC et d'autres sont totalement inclus dans la sphère capitaliste (baisse des coûts et des 'charges', augmentation de la production et de la productivité).

Ils ne forment plus tampon entre le monde purement concurrentiel, 'le marché', et le monde non concurrentiel... Ni tampon, ni opposition. Le fil conducteur en est ce que nous appelons au début des années 90 : l'industrialisation. Le CFI (contrat formation individualisé) est apparu en 1990-91 et ce n'est pas un hasard.

Les termes industriels que l'on entendait dans les usines et les chantiers au temps de la taylorisation/restructuration à outrance, dans les années 1975 à 1985, sont mainte-

nant totalement intégrés par le secteur formation/insertion. En voici quelques-uns en vrac : flux tendu ; juste à temps ; entrées-sorties ; ajustement ; ingénierie ; intensité du flux ; fluidité ; qualité ; montée en charge, baisse ; visibilité ; traçabilité ; polyvalence ; polycompétence... La liste n'est évidemment pas exhaustive... et comme le 'progrès technique' semble ne pas avoir de fin, le 'social' n'aura qu'à se servir dans le secteur industriel et techno-scientifique pour alimenter son discours.

Prenez l'exemple du contrat individualisé.

Des entrées et sorties de stagiaires de différents niveaux (de l'alphabétisation à Bac+) qui sont quasi quotidiennes. Qui sont 'ensemble' par groupe de 15 en moyenne, et pour un intervenant direct pendant 3 ou 4 heures, les emplois du temps étant différenciés par stagiaire sur une semaine donnée. Si l'on pousse la logique flux tendu + intensité constante + ratio intervenant direct / stagiaires + individualisation à la carte, cela donne :

1 formateur intervenant direct
15 stagiaires en moyenne
7 heures (temps moyen d'intervention)
= 28 minutes par stagiaire et par jour

Cette logique de fluidité, d'intensité de flux et de 'temps alloué' par stagiaire donné, pousse, OBLIGE, l'intervenant direct à l'individualisation car n'ayant pas un groupe stable et constant en face de lui, la répétition n'est plus possible.

Si on ose le parallèle entre un intervenant direct et un ouvrier sur une chaîne de montage, cet ouvrier devrait faire 15 tâches différentes (sur chacun des stagiaires) sur 15 modèles différents (15 personnes différentes par groupe), a minima, cela peut donner une idée de la quantité de tâches qu'effectue un intervenant direct dans la journée... »

Extraits de la déclaration de la Section syndicale du SNPEFP-CGT, le 14 mai 2006 (L'intégralité de la déclaration sur demande à notre boîte postale)



ÇA COMMENCE COMME UNE BLAGUE

Sur un ton humoristique un reportage de FR2 avant l'été montrait un radar automatique, quelque part du côté de Clermont-Ferrand, qui avait été hors service. Pendant 5 semaines. Pourquoi ? Parce qu'EDF avait coupé le courant pour facture impayée. Drôle, non ? Mais ce n'est pas tout, le vrai intéressant est ailleurs. En effet le journaliste nous expliqua que la société qui gère le radar n'avait pas payé en temps voulu sa facture d'électricité. La société qui gère le radar ? Quoi ? Une société privée gère le radar ? On croyait que les radars dépendaient de l'état ! Mais alors si on réfléchit cela veut dire qu'au passage il y a des gens qui se sucent sur les infractions des automobilistes et que l'argent des amendes, loin d'aller entièrement dans les caisses de l'état va en partie dans des poches privées ! Et on peut supposer (car aucune entreprise privée n'est une oeuvre philanthropique) que ces entreprises sont intéressées proportionnellement à la rentabilité des radars. La spéculation sur la sécurité routière, voilà la dernière trouvaille. On ne nous avait pas dit ça quand le gouvernement a lancé sa campagne. Il n'y a pas que la sécurité routière dans l'histoire mais aussi, «surtout»... une affaire de profit ! Et bien sûr, pour couronner le tout, le pdg de cette entreprise n'est autre que le frère du ministre Gilles de Robien !

Un lecteur

LES AUTOCOLLANTS Partisan

Partis de droite et de "gauche plurielle" gèrent le capitalisme

Construisons un parti politique qui défende les travailleurs !

Journal Partisan

1,50 €

La droite et la gauche au service du capitalisme nous offrent chômage, précarité et misère

Que se vayan todos !

"Qu'ils s'en aillent tous !" slogan argentin

Journal Partisan

1,50 €

La bourse s'envole... La précarité décolle !

Quelle société voulons-nous ?

Journal Partisan

1,50 €

Avec ou sans travail Avec ou sans papiers Exploités de tous les pays

Nous menons le même combat

Journal Partisan

1,50 €

C'est anticapitaliste C'est communiste et révolutionnaire C'est pour une autre société C'est mensuel C'est

Journal Partisan

1,50 €

Contre la droite et la gauche au service du capitalisme qui nous offrent chômage, précarité et misère

Résistons et organisons-nous !

Journal Partisan

1,50 €

Salaires raccourcis Cadences folles Horaires flexibles Petits boulots sous-payés

Y'en a marre ! Résistons et organisons-nous !

Journal Partisan

1,50 €

Travailleurs ou chômeurs, immigrés, sans-papiers, exploités de tous les pays :

Nous menons le même combat

Journal Partisan

1,50 €

COMMANDEZ-LES À NOTRE BOÎTE POSTALE !

DIFFUSEZ Partisan FAITES LIRE Partisan

LA PAIX IMPÉRIALISTE !



Manifestation à Beyrouth contre la guerre

FORCES FRANÇAISES ET EUROPÉENNES HORS DU LIBAN !

**NON AU BLOCUS DES PEUPLES PALESTINIEN ET LIBANAIS !
POUR LE DROIT DES PEUPLES À DISPOSER D'EUX-MÊMES !**

**CONTRE L'IMPÉRIALISME,
LA RÉSISTANCE ARMÉE EST LÉGITIME !**

iranienne et d'une partie dissidente de l'autre formation chiite Amal. Sa raison première était la résistance armée à l'occupant sioniste au Sud-Liban et à ses suppléants de l'Armée du Liban Sud (ALS). Les raisons du succès du Hezbollah sont à trouver dans le repli du Parti Communiste Libanais et de son bras armé la Résistance Nationale, suite aux coups très durs infligés par les sionistes et les forces réactionnaires locales (dont le Hezbollah), et dans le soutien de l'Iran (soutien politique, financier et militaire).

En peu de temps, le Hezbollah a réussi à s'imposer majoritairement avec son aile militaire la Résistance Islamique. Lors du retrait sioniste en 2000, le Hezbollah est sorti renforcé. Le Hezbollah se présente aux élections législatives depuis 1992, il a des députés et des ministres. À ce titre, il est considéré, par la majorité des Libanais, comme un parti « national » comme les autres et non comme une organisation « terroriste ». Il a également toujours affirmé qu'il cessera ses activités militaires lorsque les contentieux territoriaux auront été réglés (restitution des fermes de Chebaa) ainsi que les prisonniers libanais restitués.

Toutefois, le programme initial du Hezbollah, connu sous le nom d'« Appel aux déshérités », met en avant la création d'une République Islamique. Ce Parti est un mouvement nationaliste dont le ciment idéologique est la religion et dont le projet politique est tout autant réactionnaire.

8 COMMENT SE POSITIONNER PAR RAPPORT AUX FORCES DE RÉSISTANCE ?

En tant qu'anti-impérialistes, nous nous réjouissons des échecs que les mouvements de résistances font subir aux forces réactionnaires et sionistes. Face à la volonté de les désarmer, nous affirmons la légitimité du recours à la lutte armée contre l'impérialisme, même si nous ne considérons pas comme justes toutes leurs formes d'action.

En tant que communistes, nous ne pouvons néanmoins soutenir positivement (c'est à dire appuyer politiquement, et matériellement si nécessaire) toute résistance, indépendamment de son orientation. Ainsi, nous disons, dans la Résolution sur la question nationale de notre dernier congrès :

*« Dans cette lutte nous devons soutenir en positif toutes les forces qui luttent pour permettre aux exploités de ces pays de s'émanciper de la domination impérialiste, de l'exploitation, et de la domination des classes réactionnaires locales (...) Nos tâches positives ne sauraient se limiter au seul soutien d'organisations communistes ou de mouvements dirigés par des communistes. Dans le contexte international actuel de faiblesse des mouvements communistes, notre soutien doit aller aux mouvements anti-impérialistes progressistes (...) » **

* Cette Résolution peut être commandée, pour la valeur de 1,50 euros, à notre boîte postale

CE QU'ILS EN DISENT

COMMUNIQUÉS DU PARTI COMMUNISTE LIBANAIS (EXTRAITS) : « Appel à toutes les forces de gauche et de progrès dans le monde. Les forces israéliennes mènent une agression de grande envergure contre le Liban. Cette agression fait suite à l'opération de la « Résistance islamique » qui a abouti à la prise de deux militaires israéliens et qui est une opération légale dans le contexte de la résistance face à Israël qui continue à occuper une partie du territoire libanais et à détenir des prisonniers libanais (...) Le Parti Communiste Libanais, qui appuie la résistance face à l'agression israélienne, appelle toutes les forces de la gauche et du progrès dans le monde à affirmer leur solidarité avec notre peuple, mais aussi à faire pression sur Israël, afin d'arrêter son agression, et sur les Etats Unis qui la soutiennent. Il appelle aussi à une plus grande solidarité dans le but de libérer les territoires libanais encore occupés et les détenus libanais et arabes dans les prisons israéliennes et afin de mettre un terme final aux provocations quotidiennes d'Israël contre l'intégrité territoriale du Liban. » Beyrouth, 12 juillet

LE PS, APRÈS RÉSOLUTION 1701 : « Le Parti Socialiste a pris note du plan proposé par Jacques Chirac le 27 juillet 2006, qui dessinait les grandes lignes d'une solution autour d'un cessez-le-feu rapide, du désarmement des milices sous le contrôle libanais et de l'installation d'une force multinationale d'interposition dans le cadre de l'ONU, où la France déclarait vouloir s'investir pleinement. Il en a approuvé l'esprit et les principes. »

LE PCF, « COMMUNIQUÉ DU 10 AOÛT » : « Un cessez-le-feu immédiat et sans condition doit être imposé par le Conseil de sécurité. Toutes les troupes israéliennes doivent se retirer du Liban, mais aussi de Gaza. Les tirs du Hezbollah doivent cesser. Il n'y a pas d'exigences plus pressantes que celles-ci. Assez de guerre ! Assez de victimes innocentes ! Assez de souffrances ! Les autorités françaises, qui ont déclaré faire de la cessation des hostilités leur 'priorité absolue', doivent multiplier les initiatives diplomatiques en s'adressant aux Européens, aux autres membres du Conseil de sécurité, aux pays de la Ligue arabe pour qu'un accord politique intervienne. Elles doivent demander la réunion de l'Assemblée générale de l'ONU en session extraordinaire pour faire d'un cessez-le-feu sans condition l'exigence de toute la Communauté internationale. »

APRÈS CESSER-LE-FEU, LE PCF dans « Ouvrir un nouveau processus de paix » (16 août) caresse le gouvernement Chirac dans le sens du poil impérialiste : « La France est en première ligne pour assumer au Sud Liban une opération politico-sécuritaire internationale dédiée et décisive pour l'avenir. Elle doit le faire avec le plus grand sens des responsabilités. »

Les principales directions syndicales se sont rangées derrière Chirac, en se contentant de prôner un cessez-le-feu immédiat et en refusant de soutenir la résistance. Pire, la direction de la CGT, dans son communiqué du 25 juillet, exige la libération des soldats israéliens capturés et l'application de la résolution 1559 de l'ONU (le désarmement de la résistance) ! Elle demande l'envoi d'une « force d'interposition ». Ainsi elle renvoie dos à dos agresseur et agressé.

Le terrorisme, c'est Israël !

Extraits de la déclaration du 1^{er} août de l'OCML-VP

Depuis plusieurs semaines, le gouvernement israélien poursuit ses agressions meurtrières contre les peuples palestiniens et libanais. Il ne peut agir ainsi qu'avec le soutien des USA, la complicité des gouvernements européens et du gouvernement français en particulier (...)

La capture des 5 soldats aurait pu se conclure par un échange de prisonniers. Israël détient sur son sol 10 000 prisonniers palestiniens et des milliers de Libanais, dont la plupart n'ont pas fait l'objet d'un jugement. Mais ces actions de résistance militaire contre l'armée d'occupation (...) sont beaucoup plus insupportables pour Israël, et dangereuses politiquement et idéologiquement, que les attentats suicides. Dans une société militarisée à l'extrême, la mise en défaut de l'armée ne peut être tolérée. Le gouvernement israélien espère aussi dans cette action ressouder une union nationale que la crise interne fissurait.

Les impérialistes et les « démocrates » ont unanimement condamné les « enlèvements », qualifiés d'actions terroristes. Les mêmes sont toujours très discrets lorsqu'Israël enlève ou assassine des militants en Cisjordanie et à Gaza (...)

Face à la sauvagerie des attaques, dont plus de 80% des victimes sont civiles, face aux destructions massives et systématiques des infrastructures, tant au Liban qu'à Gaza, les impérialistes condamnent parfois en parole la démesure de la réplique. Mais ils ne cachent pas leur volonté de laisser Israël mener ses agressions à leur terme : la liquidation de toute résistance organisée à leurs ambitions de contrôle de la région. En faisant payer un prix très lourd aux peuples libanais et palestiniens, Israël et ses alliés espèrent les dissuader de toute velléité future de résistance, et les dresser contre ceux qui n'acceptent pas le statu-quo avec Israël.

Cette situation confirme que les ambitions impérialistes sont les principales causes de guerre, de déstabilisation sociale et de misère dans le monde. Depuis le partage de la Palestine en 1947, la spoliation des paysans palestiniens et leur expulsion par la violence, Israël a bénéficié d'une impunité totale, malgré toutes les résolutions de l'ONU qui condamnaient ses actions.

La force armée d'Israël est, en matière d'aviation et de blindés, supérieure à celle de l'impérialisme français. Israël possède l'arme nucléaire. Son effort de guerre ne peut être maintenu sans le soutien financier des USA. Cet Etat ne saurait être menacé par ses voisins, bien plus faibles, chez qui il a déjà porté guerre et destructions.

Lorsque tout le monde parlait de « processus de paix », la colonisation de la Palestine continuait, aussi bien avec les gouvernements de gauche que de droite sionistes. Ces gouvernements disaient vouloir la paix avec les Palestiniens et reconnaître leur droit à un Etat séparé, alors que dans le même temps ils en volaient la terre. Aujourd'hui, le gouvernement sioniste ne veut aucun mal aux Libanais, mais il les écrase sous les bombardements.

Fortes des bonnes paroles des gouvernements d'Israël, les gouvernements français successifs ont toujours trouvé de bonnes raisons d'accorder crédit à cet Etat. Aujourd'hui, Chirac cherche à le ménager, en condamnant la disproportion de la riposte au Liban, où la France a des intérêts. Mais les déclarations ne sont suivies d'aucune menace concrète contre les agressions. Le gouvernement français a boycotté, comme les autres, le gouvernement du Hamas. Les industriels français coopèrent avec Israël dans la fabrication des drones qui portent la mort à Gaza.

L'intégralité de cette déclaration pourra être lue très prochainement sur notre nouveau site : vp-partisan.org

Communiqué

L'association Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani (AFCGK) a essayé, avec ses moyens limités, de répondre aux demandes de ses amis palestiniens au Liban durant l'agression sioniste.

La direction de la Ghassan Kanafani Cultural Foundation nous a sollicitée sur trois axes de travail, la diffusion d'informations sur le conflit, la participation aux protestations contre la guerre, l'aide matérielle et financière aux réfugiés palestiniens du Liban. Nous tenons ici à remercier ceux qui, extérieurs à notre association, nous ont apporté leur soutien tant moral que financier. Nous félicitons nos adhérent(e)s pour leur mobilisation à tous les niveaux. Nous félicitons les peuples libanais et palestiniens pour leur résistance face à l'agression sioniste.

Le combat pour le droit au retour des réfugiés palestiniens en Palestine Occupée, pour l'éducation populaire palestinienne continue. Nous appelons tous ceux et toutes celles qui éprouvent un intérêt pour notre cause à nous aider.

Ceux qui désirent nous aider financièrement peuvent envoyer leur chèque à l'ordre des Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani à l'adresse suivante : Les Amis de la Fondation Culturelle Ghassan Kanafani, 1 avenue Saint-Thomas 44100 Nantes.

Le Bureau de l'AFCGK le 22 Août 2006

Le journal Partisan soutient l'initiative de cette association, dont nous avons déjà parlé.

À COMMANDER À NOTRE BOÎTE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte
anti-impérialiste
et la question
nationale
aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.50
euro

DÉCLARATION DE L'OCML-VOIE PROLETARIENNE A PROPOS DES ATTAQUES CONTRE LE (NOUVEAU) PARTI COMMUNISTE ITALIEN

Fin mai ont été libéré Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel, emprisonnés depuis un an à Fleury-Mérogis. Cette libération fait suite aux mobilisations qui n'ont pas cessé depuis leur mise en examen. Lacharnement du pouvoir bourgeois contre ces camarades n'est pas terminé. Ils restent soumis au contrôle judiciaire et sont menacés d'extradition suite à une procédure en cours en Italie contre leur organisation.

Cette répression manifeste l'union croissante des bourgeoisies européenne dans la politique de maintien de l'ordre bourgeois. Elle s'inscrit dans la continuité des années 1970 et 1980 où la bourgeoisie italienne a dû combattre un ennemi alors puissamment organisé : la classe ouvrière. Tous les moyens ont été mis à contribution depuis l'encouragement à la délation jusqu'au terrorisme d'Etat. La bourgeoisie italienne continue à vouloir régler ses comptes aux organisations communistes. Qu'elles aient été impliquées ou non dans la lutte armée.

Elle s'inscrit dans les contradictions du capitalisme d'aujourd'hui. La bourgeoisie n'ayant aucun avenir radieux à nous proposer, elle se prépare aux affrontements de classe à venir en frappant des militants qui visent à l'organiser.

Elle utilise le vocabulaire « terroriste » pour y englober un nombre croissant d'organisations ainsi diabolisées. Ce n'est plus des faits qui sont jugés mais les principes révolutionnaires eux-mêmes. Tendanciellement, est considéré comme terroriste toute révolte qui se donne les moyens de sa politique. En France, le GIGN a ainsi été sollicité contre les postiers bordelais et les marins corses.

Elle utilise la technique de l'enfermement préventif pour entraver toute activité et insertion sociale des militants. La prolifération d'inculpation et de procédures n'aboutit pas mais restent les années d'emprisonnement. C'est une façon de rendre illégal dans les faits l'action révolutionnaire. Ce type de technique, déjà expérimenté pour les militants corses, basques ou bretons, peut demain se répandre à toutes les organisations.

L'OCML Voie Proletarienne condamne tous les actes des Etats français ou italiens qui s'inscrivent dans cette politique et qui maintiennent sous contrôle judiciaire de Giuseppe Maj et Giuseppe Czeppel. Nous appelons à nous mobiliser contre ces politiques, et pour la lever de toutes les mesures répressives qui touchent nos camarades italiens.

Fait à Paris le 4 septembre 2006

NOUVELLE-CALÉDONIE

L'ARMÉE COLONIALE CONTRE LES GRÉVISTES : GRÈVE GÉNÉRALE EN KANAKY

Communiqué du Bureau Confédéral de l'Union Syndicale des Travailleurs Kanaks et des Exploités (USTKE)

(Extraits) Conflit du port : répression violente des forces de l'ordre

Alors que les discussions avaient repris avec le gouvernement pour trouver une solution au conflit qui oppose l'USTKE à la MSC, l'Etat a envoyé ses forces répressives sur les militants de l'organisation, arrêtant du même coup le Président Gérard JODAR, le Vice-Président, Alain BOEWA ainsi qu'une quinzaine d'adhérents, le jeudi 8 Juin vers 15h30.

Après s'être introduits dans le Port par voie maritime, les mobiles ont repoussé les militants jusque dans la ville, n'hésitant pas à faire le ménage tout autour d'eux. Des tirs de flashball à bout portant ont touché des militants regroupés. Une deuxième charge est alors intervenue en plein centre ville, encore plus brutale que la première et à nouveau des tirs incessants de flashball et de grenades. Appuyé par l'hélicoptère de la gendarmerie, les forces de l'ordre ont mené simultanément des actions musclées jusque dans l'enceinte de l'Hôpital, embarquant les grévistes blessés qui s'y étaient rendus...

La voie de la violence qu'a choisie l'Etat a été totalement disproportionnée par rapport au conflit qui était entré dans sa troisième semaine et n'entravait pas les accès du Port. Les médias ont joué un rôle déterminant dans l'intervention car depuis le début du conflit, ils se sont positionnés dans le camp des opposants à l'USTKE... L'autre élément, et peut-être le plus important qui a motivé, convaincu et conforté cette intervention, a été les déclarations du FLNKS qui, ne connaissant absolument rien du problème, a demandé publiquement l'intervention de l'Etat pour déloger l'USTKE. L'humanité des forces politiques étant réunie, l'Etat a donc fait sa sale besogne contre les grévistes...

L'USTKE tient à réaffirmer avec force que ce combat qu'elle a engagé contre les méfaits attendus de la mondialisation sur le port de Nouméa ne cessera pas, loin s'en faut, suite à cette intervention sauvage des forces de répression coloniales. Bien au contraire, cette attaque brutale lui donne raison dans sa lutte et renforce encore davantage la détermination de ses adhérents.

Par ailleurs, l'USTKE condamne avec force les incitations à l'intervention des gendarmes mobiles et de la police de Paul NEAOUTYNE, Président de la Province Nord et du Bureau Politique du FLNKS par la voix de son porte-parole Victor TUTUGORO. Il est désormais clair que ces politiciens dits indépendantistes sont devenus des alliés zélés du pouvoir colonial car cet appel au concours répressif de l'Etat français n'est que la dernière illustration de leurs reniements successifs depuis des années. Les masques tombent et toutes les composantes du pays mais aussi au niveau national et international découvrent petit à petit les véritables visages de ces manipulateurs. Depuis zéro heure, la grève générale est effective sur l'ensemble de la KANAKY.

Nouméa le vendredi 09 juin 2006

Source : <http://www.ustke.org/syndical/2006/06/09/200>

1) L'une des deux plus grosses compagnies maritimes au monde avec MAERSK. 2) Front de libération nationale Kanak socialiste. Ce parti a rallié la politique coloniale de la France ; il n'a plus de la France ; il n'a plus de national et de socialiste que le nom aujourd'hui.

« La classe ouvrière [en France] est multinationale, les ouvriers sont issus pour une part non négligeable de pays qui ont vécu sous le joug colonial de la bourgeoisie française et qui sont encore sous sa domination économique et politique. Ils gardent de ce fait une méfiance vis-à-vis des travailleurs français, qui développent souvent à leur égard des attitudes racistes et un mépris « colonial ». Les communistes agissent, en toute circonstance, en ayant le souci de faire reculer parmi les travailleurs les préjugés chauvins, pour imposer les revendications d'égalité absolue de tous les droits, pour la régularisation de tous les Sans-Papiers dont la majeure partie appartient à la classe ouvrière. Ils ont le souci de faire tomber les préjugés, et de développer entre tous les ouvriers des rapports réellement fraternels. Ainsi nous travaillerons à la défense des intérêts communs à tous les travailleurs, en créant les conditions d'unité plus grande des travailleurs dans leur lutte contre les patrons et la bourgeoisie. »

Extraits de notre brochure « La lutte anti impérialiste et la question nationale aujourd'hui » (Résolution du 6^e congrès de l'OCML). En vente à notre boîte postale, 1,5 euro



LE MINISTÈRE DES AFFAIRES POPULAIRES EST LA !

RAP

Le Ministère des Affaires Populaires (MAP), c'est le nom de ce nouveau venu de la scène rap, originaire de Lille. Sa première originalité est de rapper non seulement avec de très bonnes voix et sur un bon rythme, mais aussi sur un fond musical de qualité fait d'accordéon et de violon, joué par deux des membres du groupe, dans le style «balle populaire». Sa deuxième originalité, qui nous intéresse encore plus à Partisan, c'est le contenu politique de leurs textes, dont nous publions des extraits ci-dessous. Bien ancrés dans les banlieues ouvrières et populaires, les brûlots du MAP sont percuteurs à souhait et visent juste. Appréciés par exemple le canardage en règle du PS (Martine Aubry est maire de Lille, Mauroy est toujours au conseil municipal...), la dimension internationaliste du discours, l'appel à devenir militant...

DÉCOUVREZ-DONC LE DERNIER CD DU MAP, «DEBOUT LÀ-DANS» ! DISPONIBLE CHEZ TOUS LES DISQUAIRES, OU POUVANT ÊTRE COMMANDÉ SUR LEUR SITE : www.map-site.fr

EXTRAITS DES TEXTES :

LILLO

Refrain

Chuis un Lillo, un vrai de vrai mon salaud

Un Ch'ri, un Chabert, un bourrin, un prolo

Et alors, et alors, et alors ?

Un vrai, un vrai de vrai de Ch'nord

Une équipe de foot supportée par les skins

Des élus avec des promesses à deux centimes

Une police municipale qui nous prennent pour des cobayes

Une police nationale qui eux s'en prennent pour des cou-boys

Contrôles abusifs, expulsion des sans-papiers,

HLM insalubres où règne la précarité :

Lille, le fief, le pays des sociaux

La gauche caviar, discriminante et démago,

Dans nos murs comme l'amiante invisible et dangereuse,

Franc-maçonne, vicieuse, paternaliste et mafieuse

Ça s'la raconte intègre, authentique et populaire

Et à chaque mandat, ils nous la font à l'envers.

BALLE POPULAIRE

Contre la haine et l'injustice, j'ai pris les armes

Pour la mémoire d'un peuple, j'ai pris les armes

Dans ma cible : dictateurs et colonisateurs,

Répresseurs, esclavagistes : dans mon viseur !

En guerre contre bavures, police raciste

En guerre contre l'inégalité, pouvoir fasciste [...]

Prime contre les dictatures, les embargos, les colonies

Les bombardements, les invasions, les tyrannies

Prime pour la révolte, les coups d'état, les rébellions,

Les résistances et l'insurrection.

Refrain

Balle populaire de la France profonde

Qui fait tourner les têtes comme une valse, comme une fronde

Un produit du terroir révolutionnaire

Tel une mine, une bombe, une balle populaire.

DEBOUT LÀ-DANS !

Issus d'un peuple qui a beaucoup dormi

Nous sommes issus d'un peuple qui ne veut plus dormir

Tout l'monde debout !

Prends ce nouveau son comme une invitation à la révolution

Comme dirait tonton, ils nous prennent pour des cons

Ils nous endorment, nous embrigadent, nous prennent pour leurs pantins,

Ah, c'est bon, assez soupé d'leur baratin !

D'leurs guerres de civilisation, d'leurs fannions, d'leurs salades,

Et choisies ton camp camarade, Washington ou Islamabad? Ça m'vrend malade !

Et l'on peut pas y échapper,

Partout, à la radio, dans les journaux, à la télé

Mais c'est quoi c'monde, bordel ? En tout cas, chuis pas d'la partie

Trop jeune pour mourir, trop vieux pour ces conneries

Tous ces politiciens, ces soldats, ces jobards,

Si ils viennent nous chercher, on saura les recevoir:

Refrain

Eh, debout ! Debout là-dans !

Motive tes troupes, ta clique, on lève le camp

Dis-leur : on veut pas d'commentaires, que des combattants

Dis-leur : on veut pas d'militaires, que des militants.

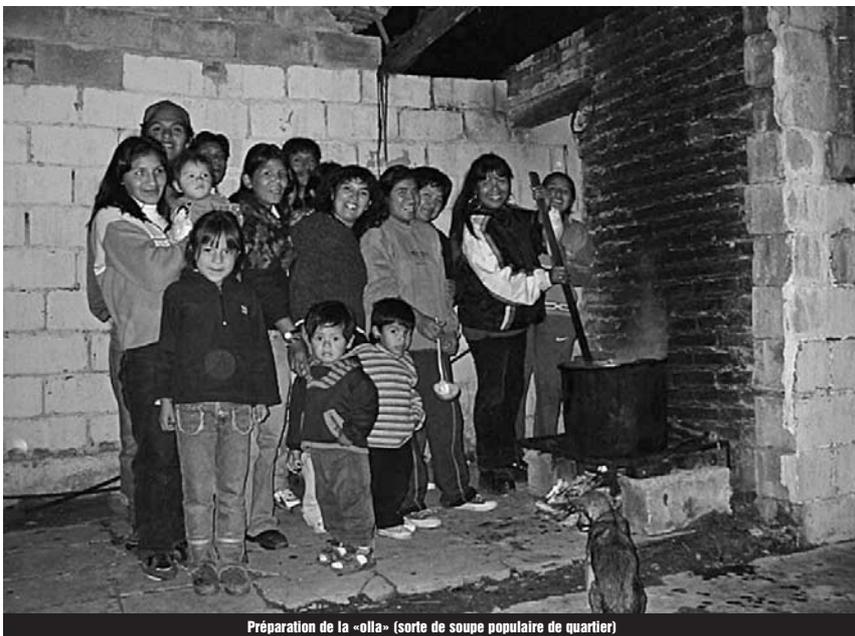
Les piqueteras changent les relations entre les femmes et les hommes

ARGENTINE

Les femmes ont été les premières à couper les routes (piqueteras) quand leurs compagnons se sont retrouvés au chômage. Elles ont lutté pour trouver à manger, organiser la «olla» (sorte de soupe populaire de quartier) afin que les enfants ne meurent pas de faim. Elles s'occupent des « commodores » (cantine populaires). Elles luttent pour la santé, pour la dignité. Mais pour cela elles ont du sortir de leurs foyers, bravant le machisme profondément ancré dans les mentalités.

Sortir des quatre murs de la cuisine pour lutter à engendré des situations très difficiles, raconte Gladys Roldan, assise à la table du refuge pour femmes battues que le CCC (1) a ouvert début 2004 dans le quartier de La Juanita (banlieue de Buenos-Aires). «Il y a des compagnes qui racontent que leurs maris les ont battues et enfermées pour qu'elles ne puissent pas se rendre au 'pique-te' (barrage de route)». Il y amène une des morts : «Je peux te raconter l'histoire d'une compagne en 1996, quand elle a commencé à participer au mouvement, son mari, qui était au chômage, est devenu fou, il a commencé à la battre. Un soir il est parti puis le lendemain matin, il est revenu, l'a attachée et lui a mis le feu. Elle est morte.»

«SORTIR TE CHANGE LA VIE, C'EST UNE RÉVOLUTION». Dans le quartier de La Matanza, le plus peuplé et le plus pauvre de Buenos-Aires, des organisations comme la CUBa (2) ou le MTR (5) ont mis en place des ateliers d'éducation populaire afin que les femmes victimes de violence masculine puissent sortir du silence. Les collectifs appor-



Préparation de la «olla» (sorte de soupe populaire de quartier)

tent des réponses à ces problèmes. Ainsi l'homme violent est pris à partie lors d'une assemblée générale, ou bien ce sont plusieurs femmes d'une organisation qui lui parlent, qui lui expliquent l'existence de groupes pour hommes violents afin qu'il s'y fasse suivre. Et si les coups continuent, un groupe d'hommes et de femmes se charge de l'expulser de la maison. Cependant, même dans ces organisations, beaucoup d'hommes continuent à penser que c'est un problème privé ; tandis que certains soutiennent activement.

LUTTER SUR LA ROUTE COMME À LA MAISON. Même quand dans un couple où les deux

milite, il faut que la femme lutte, avec beaucoup de persévérance et de volonté, pour que son mari accepte le partage des tâches ménagères.

Viviana, mère de cinq enfants et femme au foyer depuis l'âge de 16 ans, raconte : «Avant que mon mari ne soit au chômage, ma vie consistait à me lever à quatre heures du matin comme lui ; quand il s'en allait, je devais faire les choses de la maison avant que les enfants ne se lèvent, puis les préparer, les emmener à l'école, revenir, leur donner à manger, réaliser les tâches domestiques. Il n'a jamais changé une couche, n'est jamais allé chercher les enfants à l'école. Une fois j'ai même trouvé un travail

mais il a refusé : il ne voulait pas s'occuper des enfants.» En 2001, ils sont invités à une réunion de parents là où leurs enfants reçoivent un soutien scolaire. Viviana y est allée, cela lui a plu. Ils parlaient du chômage, des problèmes du quartier, de faire quelque chose ensemble. Et chaque samedi son mari en la voyant partir lui disait : «Tu vas perdre ton temps.»

Puis les habitants du quartier ont créé le Mouvement de Travailleurs/euses sans emploi (MDT). Alors la vie de son mari a aussi changé.

«Il a commencé par participer à un atelier de production (4) et après son premier barrage de route il s'est mis à fond avec le

MDT. Tous les deux nous changions. Aujourd'hui je suis à la commission de l'alimentation, j'ai des réunions et je vais cuisiner. Le matin, si je suis en retard, il me dit : «Laisse, je vais terminer de repasser.» Il y a peu, je suis partie dix jours à Cordoba suivre une formation et mon mari s'est occupé des enfants. Alors qu'avant je devais lui demander la permission de sortir, même pour aller voir ma mère.»

LES RENCONTRES DE FEMMES. En sortant de chez elles, elles sont passées du statut de femmes au foyer à travailleuses sans emploi, après avoir remis en cause leur place dans leurs familles, elles ont commencé à remettre en cause la place des femmes dans les organisations de lutte, dans l'organisation de la société et dans le monde.

Grâce aux «rencontres de femmes», elles ont pu discuter et mettre en commun leurs problèmes, les collectiviser. «Les rencontres l'ouvrent la tête. J'ai fait des choses qu'avant je n'aurais jamais faites. En 1989, lors de la Rencontre Nationale de Femmes, Gladys prend soudainement conscience, au travers d'une discussion avec une autre femme, qu'elles peuvent faire partie de la direction des organisations de quartier à part entière et non plus en tant que «sous-commission des femmes». Après deux mois de discussion avec les hommes, la «sous-commission» a été dissoute et toutes les femmes sont à la commission de direction.

Extraits d'un article de la revue «Proyectos»

1) CCC est une organisation de chômeuses et de chômeuses liée au Parti communiste révolutionnaire (maoïste). 2) La CUBa est une organisation «piquetera» du Parti révolutionnaire de libération (d'inspiration guavariiste). 3) Le MTR est un mouvement indépendant. 4) Au sein des organisations, il existe des ateliers de productions (boulangeries, jardins collectifs, fabrication de briques, conditionnement de produits ménagers...) dont les produits sont destinés à l'auto-consommation ou à la vente à l'extérieur.

RENCONTRE FRANCO-ALLEMANDE A L'HOPITAL

Des camarades du syndicat allemand VERDI, et qui travaillent dans un hôpital, nous ont longuement parlé du mouvement de grève de 14 semaines de la fonction publique. Cette courageuse grève s'opposait à l'allongement du temps de travail (de 38 à 41 heures) et à la suppression de nombreuses primes. Elle a embrasé toutes les catégories de travailleurs (éboueurs, personnel de santé, agents administratifs, etc.) et aux divers niveaux administratifs — niveaux communaux, niveaux provinciaux et niveaux nationaux. Partisans les a rencontrés pour leur poser quelques questions.

Plusieurs travailleurs ont été licenciés, comment cela est-il possible en Allemagne ? Dans le secteur de la Santé il y a eu d'importantes manifestations de rue. Lors d'une de ces manifestations, les élèves infirmiers et infirmières se sont ralliés au mouvement. Au retour la direction de l'hôpital a annoncé que l'ensemble des élèves serait licencié. Lorsque les grévistes ont appris cela, et bien que la plupart soient déjà retournés chez eux, la colère les a fait revenir pour défendre les élèves. Ce nouveau rapport de force a fait peur à la direction qui a suspendu la menace de licenciement. Mais une semaine après, 5 grévistes vont

être licenciés pour «actes criminels graves». Actes criminels graves ? Qu'aviez-vous fait ? Séquestré le directeur, incendié quelque chose ? Bien sûr que non... Nous nous étions tout simplement rassemblés pour protester, dans le hall de l'hôpital ! Face à ces licenciements nous avons tout de suite mis en place un comité de solidarité avec les licenciés. Dès le départ nous étions 65 personnes. Et nous avons fait un gros travail de pétitions dans les manifestations, dans la rue, etc. Nous arriverons à 15 000 signatures...

Quelles ont été les formes de grèves ? Les grévistes n'étaient pas nombreux. Selon les hôpitaux, 10 à 15 % étaient en grève totale



Manif de la fonction publique. Photo Dave Kittel

(souvent dans le personnel ouvrier). Il faut savoir qu'en Allemagne notre grève était illégale ; la grève n'est autorisée que lors des négociations collectives, qui se font très officiellement entre les employeurs et les directions syndicales. Mais en France ce n'est pas comme cela ?

Et c'est là qu'il y a criminalisation du mouvement gréviste ; nous risquons jusqu'à 2 ans de prison pour fait de grève ! Le mouvement dans son ensemble allait à l'encontre de la loi, et lorsque les licenciements ont été prononcés, un fort mouvement de solidarité s'est développé.

Et aujourd'hui, alors que la grève nationale est terminée, où en êtes vous ? Tout d'abord quand l'annonce de 5 licenciements est tombée, nous nous sommes installés sous de grandes tentes à l'extérieur de l'hôpital, à l'entrée. Nuit et jour nous étions présents, et nous avons fait une vaste agitation. Beaucoup de monde passait, même les patients nous soutenaient, d'autant plus qu'il est question aussi de privatisation — ce qui renchérrait le coût des soins !

A l'heure actuelle, la lutte continue aussi sur le plan juridique, celle-ci peut durer longtemps, jusqu'à un an et demi, avant que la

justice ne rende sa décision. Et nous ne sommes pas près de lâcher prise ! La grève générale étant terminée il faut penser la lutte pour la réintégration des licenciés de manière différente. Il faut trouver constamment des formes de mobilisations nouvelles des travailleurs et des gens.

La grève s'est terminée par un relatif succès au niveau des Länder (provinces) : les primes (et les augmentations de salaires jusqu'en 2008) seront maintenues et l'augmentation du temps de travail a été limitée aux alentours de 39 heures.

Et les licenciés, comment sont-ils payés ? Par la solidarité du syndicat. A 60% du salaire environ selon l'ancienneté d'adhésion au syndicat, et un complément par la solidarité directe des autres travailleurs. Et nous nous battons pour que l'ANPE reconnaisse notre situation et prenne en charge à la même hauteur.

Comment peut-on vous aider, nous ici ? D'abord en parler et si possible faire des pétitions ou des adresses de solidarité.

Début septembre, info : le comité d'entreprise n'ayant pas suivi la direction, celle-ci a engagé un procès. La solidarité se développe toujours.

Les « avancées sociales » de 1936 ont été le résultat d'une grève générale, et pas d'un gouvernement de gauche : il n'est pas inutile de rappeler cette leçon historique à la veille de 2007. Mais il ne faudrait pas en conclure qu'il

HISTOIRE

y avait, côté gouvernement, Léon Blum, la SFIO — ancêtre du PS — et les radicaux, et, côté grève générale, le PCF et la CGT. Ou que, de lutte en lutte, les « acquis », comme les congés payés, ne font que croître et se multiplier.

1936 : Elections et grève générale

Fin avril 1936, les législatives consacrent la victoire du Front populaire, alliance électorale entre le PCF, la SFIO et les radicaux. Début mai, des boîtes se mettent en grève au Havre, en défense de travailleurs licenciés pour n'avoir pas travaillé le 1^{er} mai. Le 14 mai, le secteur aéronautique, pour le même motif, est en grève sur Paris et sur Toulouse. Le 28 mai, c'est Renault. Le 29, la quasi totalité de la métallurgie parisienne.

Début juin, on ne compte plus les grévistes. La classe ouvrière s'affirme enfin. En 1914 — ce n'est pas si vieux —, les dirigeants politiques et syndicaux ont « trahi », appelé à la « défense de la patrie ». Puis ce fut la révolution russe, et à partir de 1921, le travail de reconstruction d'un parti léniniste, et d'un syndicalisme de lutte de classe avec la CGTU (U pour unifiée)... 1936 est à la fois l'aboutissement de ce long travail politique et d'organisation, et... le début d'une nouvelle trahison.

Le début des années 1930 voit l'arrivée du chômage massif en Europe suite à la crise de 1929 aux Etats-Unis. Et la montée du fascisme : Hitler est arrivé au pouvoir en 1933. Le PCF a largement contribué à stopper les prétentions des fascistes français, en 1934. Mais il en a conclu qu'il fallait gagner les classes moyennes, non pas à la lutte contre le capitalisme et ses conséquences, mais en s'alignant sur leurs positions, en défendant, contre le fascisme, la démocratie existante, et en faisant du drapeau rouge une simple composante du drapeau tricolore.

LES DIRECTIONS EN 1936.

Comme dit Bernard Thibault : « Une grève générale, ça ne se décrète pas. C'est exact. Comme une révolution, d'ailleurs. Mais ça se prépare, et ça s'organise. Ce que n'ont pas fait Maurice Thorez et Léon Jouhaux, dirigeants du PCF et de la CGT. Qu'est-ce qu'ils ont fait ? Prêcher le calme, la discipli-

ne, le respect de l'outil de travail, dénoncer les séquestrations de patrons, négocier puis vanter l'ampleur des miettes obtenues, et appeler à la reprise du travail. Bref, jouer leur rôle d'encadrement pour le compte du capitalisme !

Dimanche 7 juin 1936 au matin, le ministre de l'Intérieur se présente au siège de la CGT et annonce qu'une réunion est organisée à Matignon avec le patronat. Dans la soirée, les fameux « accords de Matignon » sont signés, prévoyant des augmentations de salaires de 7 à 15%, la mise en place de conventions collectives, et des droits syndicaux dans l'entreprise. Tous les journaux de gauche du lendemain crient à la victoire. Mais dans les jours qui suivent, la grève continue à s'étendre ! Dans le bâtiment, les assurances, les grands magasins, chez les ouvriers agricoles...

Le gouvernement s'empresse alors de faire de son mieux pour aider à éteindre l'incendie. Les 11 et 12 juin, les députés votent un projet de loi sur les 40 heures et les congés payés. PCF et CGT peuvent alors peser de tout leur poids pour la reprise. C'est le célèbre « Il faut savoir terminer une grève » de Maurice Thorez (Huma du 12 juin). Une autre phrase du même article mériterait d'être aussi connue : « Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement ». Car une grève générale n'est pas une simple grève. Elle peut s'arrêter de deux façons. Soit par le retour au pouvoir ordinaire des patrons et des capitalistes, et c'est ce qui se passe habituellement. Soit par la prise du pouvoir politique des ouvriers et des travailleurs. Et le PCF n'est déjà plus dans cette optique. Son maître-mot est alors : « réconciliation des Français ».

LES RÉSULTATS DE 1936.

Le discours officiel ne retient souvent de 1936 que les congés payés. Et pour cause. C'est la seule réforme qu'il était pratiquement impossible de supprimer. Ne parlons

pas des augmentations de salaires. Dès l'automne 1936, le gouvernement — de Front populaire — organisait la hausse du coût de la vie par une dévaluation de la monnaie. Les 40 heures seront remises en cause moins de deux ans plus tard. En mars 1938, la Fédé CGT des Métaux accepte le rétablissement des 45 heures dans l'aéronautique au nom de la défense nationale. Le 12 novembre 1938, des décrets-lois, sans supprimer la base légale des 40 heures, facilite les heures supplémentaires, le travail sur 6 jours, les horaires excluant les casse-croûtes et les temps d'habillage (voir *Partisan* n° 81). En 1945, ce sera entre 60 et 90 heures !

A quoi bon une grève générale si dans les deux ans qui suivent la majeure partie de ce qui a été obtenu s'est évaporé ? Il est vrai que la « menace hitlérienne » pèse déjà sur 1936 et sur cette volonté d'union de tous les Français du PCF. En 1936, c'est aussi le refus du Front populaire français au pouvoir d'aider le Front populaire espagnol en lutte contre le fascisme. Bref, la crise économique née à Wall Street et la crise politique visible à Rome, Berlin et Madrid, ont pesé. Que faut-il en conclure ? Qu'on aurait tort de sous-estimer la dimension internationale, même quand il s'agit de nos revendications de base. Mais le peut-on à l'heure de la hausse des prix du pétrole et de la « mondialisation » ?

Par conséquent, 1936, ce ne fut pas seulement une belle lutte qui a apporté de beaux congés payés. Ce fut aussi des dirigeants pas très communistes et des résultats qui ont volé en éclats dans les mois suivants. Le seul aboutissement solide, aurait été la révolution socialiste. Elle se prépare dès maintenant, par la construction du parti révolutionnaire, le seul à pouvoir diriger toutes les luttes et les grèves générales conformément aux intérêts des travailleurs, et de l'humanité.

Marc Crespin

Dans son bulletin de juillet 2006, le Regroupement Communiste de Poitou-Charentes reprend d'abord un article de 1986, pour le compléter 20 ans après. Nous en publions avec plaisir des extraits, parce que ce point de vue nous paraît juste.

« JUIN 1936 : PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS »

REGROUPEMENT COMMUNISTE DE JUILLET 1986 (JEAN ALLEMAND) :

En mai-juin 1936 (...) il y avait une poussée ouvrière sans précédent : près de trois millions de grévistes qui, dans une même période, par leurs occupations, portaient atteinte à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production de la bourgeoisie.

Le caractère même de cette grève permettait non seulement d'aller plus loin, mais il l'exigeait. Il exigeait que le PCF, parti de la classe ouvrière, entraîne celle-ci à porter les coups les plus durs à l'adversaire. Il exigeait d'organiser les travailleurs grévistes et non grévistes, bien sûr dans le cadre de l'organisation syndicale, la CGT (ce qui se fit), mais également dans des structures de lutte politique larges. Au début des années 50, le PCF répétait d'une façon quasi-mécaniste : « Les Soviets partout ». En 1936, alors que la situation s'y prêtait, alors qu'elle l'exigeait, il n'a nullement organisé les masses au sein de comités de lutte. Il fallait créer ces comités dans les entreprises en grève, mais également autour de ceux-ci des comités de soutien, dans les villes, les structurer à l'échelon des localités, des départements, leur donner une vie propre, dynamique, tissant ainsi à travers la France un réseau d'organismes de décision, parallèlement à ceux de l'Etat bourgeois. Une telle organisation aurait, pour le moins, permis aux travailleurs en grève et à ceux qui les soutenaient hors des entreprises de faire l'expérience d'une amorce de dualité de pouvoir et de prendre conscience des possibilités qui leur étaient offertes quand ils sortaient du cadre dans lequel les maintenait la bourgeoisie.

Au lieu de cela, au lieu de faire avancer à la base les masses, au lieu de leur faire faire des pas sur le chemin pour la future conquête du pouvoir par leurs moyens propres, le PCF est resté enfermé dans son opportunisme et dans ses accords électoraux avec deux partis de la bourgeoisie (la SFIO et les radicaux). Il a apporté son soutien « sans réserves » à un gouvernement dont la création, puis l'existence, allaient permettre à la bourgeoisie de se ressaisir très rapidement et de bientôt faire payer très cher aux travailleurs leur victoire de mai-juin 1936.

REGROUPEMENT COMMUNISTE DE JUILLET 2006 (PIERRE LEHOUX) :

Jean Allemand note bien l'incapacité du PCF de l'époque à fournir au prolétariat les armes politiques pour se débarrasser définitivement de la bourgeoisie. Le PCF n'était déjà plus un parti révolutionnaire, porteur de la vraie parole des luttes. Il s'est attaché au contraire, tout au long de son histoire, à semer les pires illusions sur une gauche électoraliste, à véhiculer l'idéologie de soumission aux critères de gestion capitaliste, y parti-

cipant directement et par l'intermédiaire des syndicats.

L'Internationale Communiste dirigée par l'URSS de Staline n'a pas favorisé l'installation de comités populaires unissant les composantes de la classe ouvrière. Les luttes dans ces conditions se sont limitées à l'urgence des besoins de la vie quotidienne. Elles ont préservé les rapports sociaux d'exploitation bourgeois unissant le salariat au capital. La propriété privée des moyens de production restait entre les mains de la classe parasite.

(...) C'est l'idéologie de l'Etat, cette conception erronée d'un Etat situé au-dessus des rapports d'exploitation, de l'Etat providence, que la gauche, en particulier, exploite largement. Une grande partie du prolétariat est bernée par la « démocratie bourgeoise » et par ses farces électorales destinées à éviter l'intervention directe du prolétariat sur les lieux de production.

À L'ÉPOQUE DANS L'HUMA

30 MAI : « Les ouvriers parisiens, appliquant une méthode nouvelle et pacifique, font la grève sur le tas pour vaincre la mauvaise volonté et l'illégal attitude (des patrons). Pas de violence ! Pas de mouvement de rue ! De l'ordre, une discipline admirable, pas une déprédation dans l'usine ! Le drapeau tricolore, fraternise sur l'usine avec le drapeau rouge. (...) Non, ni le gouvernement de demain, ni la grève d'aujourd'hui n'ont un caractère révolutionnaire ! » COMMUNIQUE CGT.

2 JUIN : « (Les patrons) doivent rester libres d'entrer et de sortir des établissements. » **3 JUIN :** « Nous estimons impossible une politique qui, face à la menace hitlérienne, risquerait de mettre en jeu la sécurité de la France. » **7 JUIN :** « Ceux qui sortent de la légalité sont les patrons, agents d'Hitler, qui ne veulent à aucun prix la réconciliation des Français et poussent les ouvriers à la grève. » **PCF, 10 JUIN :** « (Le Bureau Politique) se félicite que les travailleurs, dans leur action légitime, réalisent le mot-d'ordre du parti concernant la réconciliation française. Il adresse son salut chaleureux aux travailleurs catholiques et Croix de Feu qui, avec les socialistes et les communistes, luttent ensemble et arborent dans les usines, ateliers et bureaux le drapeau tricolore de nos pères et le drapeau rouge de nos espérances, réconciliés par le PC. (...) Le Bureau Politique nie que les gardes mobiles et l'armée soient hostiles aux travailleurs en grève. » **THOREZ, 12 JUIN :** « (En poursuivant le mouvement), nous risquerions en certains endroits de nous aliéner quelques sympathies des couches de la petite-bourgeoisie et des paysans de France. Alors ?... alors il faut savoir terminer une grève dès que satisfaction a été obtenue. Il faut même savoir consentir des compromis si toutes les revendications n'ont pas encore été acceptées (...) Il n'est pas question de prendre le pouvoir actuellement. »



Au défilé du Front populaire du 14 juillet 1936

SANS-PAPIERS

Difficile de nier l'importante contribution qu'a apporté Réseau Education Sans Frontière (RESF) au combat des sans-papiers, au cours des deux dernières années ! Le paysage a changé, avec notamment de plus en plus de secteurs de la population s'impliquant dans des formes très variées de

soutien aux régularisations. Le gouvernement est obligé de tenir compte de ces mobilisations. Pourtant, le travail de RESF suscite des réserves, y compris dans les rangs de notre organisation, et voici quelques axes d'un débat nécessaire, aussi bien parmi nous que dans RESF.

RESF au cœur des mobilisations ! Oui mais...

DÉBAT

1. RESF s'appuie principalement sur la mobilisation des enseignants ou parents autour des élèves et des familles sans-papiers, mais le risque est grand que les sans-papiers eux-mêmes ne jouent qu'un rôle de figurants, comme des assistés autour desquels les autres s'empresment...

Bien sûr, la tendance à «protéger» leurs élèves sans-papiers peut, de la part des enseignants en particulier, relever de conceptions très éloignées de celles que nous défendons sur l'égalité des uns et des autres pour mener une lutte commune... Mais nous constatons qu'à contrario beaucoup de jeunes lycéens avec et sans-papiers s'engagent réellement et complètement à égalité dans cette lutte démocratique pour les papiers. Pas de doute qu'il y a du travail à faire pour dépasser les conceptions trop étroitement humanistes de beaucoup de membres de RESF, mais cela fait partie des luttes habituelles que nous menons au sein des mouvements de lutte contre la délégation de pouvoir et pour que les exploités prennent eux-mêmes leurs affaires en mains.

2. Comment et pourquoi se limiter à la revendication de régularisation des familles et des jeunes scolarisés, alors qu'on sait bien que le problème de sans-papiers est beaucoup plus vaste ? Et en plus, comment s'inscrire dans une lutte qui se mène principalement au cas par cas alors qu'on veut la régularisation de tous les sans-papiers ?

De la part des initiateurs de RESF, cette façon de mener la lutte relève beaucoup plus de considérations tactiques que d'une hostilité à la régularisation de tous les sans-papiers. Force est de constater qu'elle a été payante. A nous de jeter les ponts nécessaires entre les différentes luttes de sans-papiers qui se mènent partout en France, qu'elles concernent des familles et des jeunes scolarisés ou pas ! A nous de faire monter au sein de RESF la conscience que les élèves sans-papiers souffrent d'une politique globale contre laquelle il faut s'élever au-delà de la défense de tel ou tel cas ! Il y a une dizaine d'années, les partisans du cas par cas, principalement les organisations de la gauche réformatrice, ne voulaient pas d'une régularisation globale. Cela ne nous paraît pas être la position majoritaire dans RESF aujourd'hui.

3. Dans la dernière période, RESF s'est engouffrée dans une politique douteuse de parrainages. N'est ce pas une façon de livrer sur un plateau le bénéfice des mobilisations à la gauche réformatrice qui n'attendait que ça dans la perspective des élections de 2007 ? N'est ce pas une façon de dégonfler les mobilisations ?

La situation nous paraît devoir être analysée dans toute sa complexité. Il y a des

parrainages, sans doute la majorité, proposés par le PS ou le PC dans une perspective très nette de récupération, avec l'intention de casser la dynamique des mouvements qui les acculent à se manifester. D'autres ont été imposés à des élus qui n'en voulaient pas vraiment. Certains parrainages ne mettent pas tant des élus que de simples « citoyens » en mouvement. Dans tous les cas, si nous, et RESF avec nous, gardons notre esprit critique à l'égard de ces parrainages, si nous continuons d'alimenter les mobilisations, en montrant leur caractère vital, il y a de fortes chances pour que les parrainages et leurs suites puissent servir à démasquer les mauvaises intentions des réformistes, et à montrer les limites de ce type de parrainages !

Ne pas sous-estimer non plus le réel réconfort que peuvent apporter certains parrainages bien menés aux sans-papiers...

Plutôt que de nous attaquer de front à tous les parrainages, nous sommes pour mener des débats avec les sans-papiers et les membres de RESF sur leur contenu et ce qu'ils représentent. Exemple : Opposons la solidarité internationaliste à la conception républicaine, bourgeoise, et chauvine de l'intégration défendue dans les parrainages de la gauche ! Et qu'est-ce qui nous empêche de défendre nos conceptions à l'intérieur même des cérémonies de parrainage républicain ?

4. Comment défendre des positions de classe dans un mouvement largement démocratique comme RESF ? C'est vrai que c'est une gageure. Mais, d'une part, la défense des droits démocratiques a toujours fait partie du combat du prolétariat. D'autre part, les militants révolutionnaires gardent la responsabilité de révéler la signi-

fication réelle des politiques capitalistes en matière d'immigration, y compris dans le cadre des mouvements spontanés qui posent des revendications démocratiques. Cela pourra d'autant plus facilement se faire que la classe ouvrière elle-même reprendra les luttes de l'immigration, y compris celles pour les papiers, à son

compte, et cela encore relève de notre responsabilité...

LE DEBAT SUR RESF N'EST PAS CLOS. VOUS POUVEZ Y CONTRIBUER EN ENVOYANT VOS EXPERIENCES ET AVIS.

Une militante VP



A l'initiative du MRAP nous avons reçu cet intéressant appel : la régularisation doit concerner non seulement les enfants mais aussi les parents et les célibataires. La revendication redevient alors nationale, sortant ainsi de luttes locales, au cas par cas et humanitaires pour en faire nécessairement un combat politique.

« APPEL POUR UNE RÉGULARISATION GLOBALE ET IMMÉDIATE DE TOUS LES SANS PAPIERS EN FRANCE

Alors que des centaines de sans papiers, présents parfois depuis de longues années en France, revendiquent le droit de vivre dignement en situation régulière,

Alors que les politiques mises en œuvre par le Gouvernement à leur rencontre ne sont faites que de répression, rafles, rétention, condamnations, expulsions, ce qui fait vivre des conditions inhumaines à de nombreuses familles,

Alors qu'en Europe l'Espagne, la Suède, l'Italie, l'Angleterre ont décidé ou annoncé des opérations de régularisation globale de sans papiers, que d'autres pays demain peut-être suivront cette voie et que de nombreuses personnalités, en France même, ont exprimé leur accord avec cette perspective,

Les associations, syndicats, partis, ci-après signataires, appellent à une régularisation globale et immédiate de tous les sans papiers en France.

Le 21 juin 2006 »

Envoyer les signatures à <mailto:mrappot@ras.eu.org>

★ AGENDA

FAIRE PAYER LES CRIMINELS !

Manifestation nationale des victimes de l'amiante à Paris le samedi 30 septembre 2006 à 14 heures. A l'appel de l'Association Nationale de Défense des Victimes de l'Amiante (ANDEVA)

SANS-PAPIERS

30 septembre manif nationale ou début d'une marche nationale ?

7^e CONSEIL POLITIQUE DES FEMMES

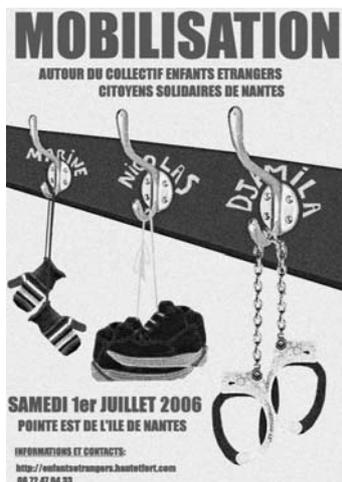
« Pas soumises mais audacieuses et visionnaires — pour un monde nouveau ! » 13, 14 et 15 octobre 2006 à l'Université Heinrich Heine à Düsseldorf en Allemagne. Le Conseil politique des femmes est une rencontre internationale, politique et culturelle, qui sert à échanger les expériences des groupes ou organisations de femmes. Au programme du Conseil d'octobre 2006: voyage au cœur des femmes avec des invitées des quatre coins du monde. 15 forums de débats sur :

— atteintes aux droits des femmes — dépressions, une maladie féminine — chômage des femmes — la vie des migrantes en Allemagne — le rôle de la mère dans la famille — femmes dans l'industrie — la réforme de la sécurité sociale — la privatisation des tâches sociales — la femme et le socialisme.

Ateliers : chansons, danse, ... soirée culturelle ...
Contact-inscription : (Allemagne) Anne Wilhelm, Postfach 100809, D-45879 Gelsenkirchen, Tel/fax: 0049209/13 52 31. Plus d'infos : www.frauenpolitischerratschlag.de — email : fp-ratschlag@web.de (France) Voie prolétarienne BP n° 48 93802 Epinay/Seine cedex email : vp.partisan@caramail.com

DES FILMS À VOIR ET REVOIR

Le cauchemar de Darwin
Le malentendu colonial
Sauf le respect que je vous dois.
Tabac, la conspiration



Manipulation et piège

Le 13 juin dernier, le ministre de l'Intérieur annonçait à grands renforts médiatiques la régularisation des familles sans-papiers ayant des enfants scolarisés. Immense élan d'espoir... Deux mois et demi après, c'est la douche froide!



LA CIRCULAIRE DU 13 JUIN DE SARKOZY. Mi-juin 2006. Poussé, semble-t-il, par la pression des mobilisations grandissantes autour des sans-papiers, Sarkozy annonce la régularisation des familles sans papiers dont un des enfants est scolarisé. Il ne s'agit pas, bien sûr, d'un décret obligeant les préfetures à régulariser toutes les familles, mais d'une «circulaire» sans valeur juridique, donnant aux préfets des consignes qu'ils peuvent suivre à leur gré. Dans ce texte, une série de conditions auxquelles doivent répondre les familles sont énoncées, plus ou moins restrictives, et arbitraires : présence en France depuis 2 ans, suivi de la scolarité des enfants par les parents, maîtrise de la langue française par les parents, absence de lien des enfants avec leur pays d'origine (il était

même question dans un premier jet, de devoir prouver que les enfants ne parlent pas leur langue maternelle !), «volonté» et «preuves» d'intégration de la famille... Les préfetures ont joué tout l'été avec l'interprétation de cette circulaire, acceptant ou refusant les dossiers, faisant semblant d'opter pour le dialogue et une application souple des conditions ou au contraire promettant d'être plus sarkoziste que Sarko... D'après les chiffres «officiels», à prendre avec des tenailles, 30 000 familles auraient déposé des dossiers, et 6 000 seraient régularisées. Y en aurait-il eu plus que ce serait resté dérisoire face aux centaines de milliers de personnes «clandestines» non concernées par la circulaire, et encore plus privées, après le vote de la réforme du CESEDA*, de tout espoir de pouvoir être régularisées.

C'ÉTAIT UN PIÈGE ! Présentée fausement par les médias comme la décision d'une régularisation massive, cette circulaire a fait naître un immense espoir. La propagande, malheureusement relayée par les associations et les collectifs qui avaient eux aussi envie d'y croire, a été suffisamment bien menée pour qu'elle pousse des familles de sans-papiers à sortir de la clandestinité et à déposer des dossiers en préfecture. Désormais fichées, la grande majorité d'entre elles ont reçu ou recevront un refus et une invitation à quitter le

territoire : un cran supplémentaire dans la peur et la précarité au quotidien, soigneusement entretenues par des arrestations et des expulsions rapidement médiatisées.

Parallèlement, le ministère de l'Intérieur a dès le départ annoncé clairement que les dossiers seraient traités au cas par cas ; et le nombre de 6 000 régularisations a été tenu malgré l'ampleur du nombre des demandes. La première application de la politique des quotas est passée comme une fleur avec en plus l'apparence d'un cadeau fait à la lutte ! De plus, les réponses devant être données avant la rentrée, les dossiers ont été évidemment traités à la va-vite et dans certaines préfetures n'ont manifestement même pas été regardés ; le choix des familles régularisées s'est fait dans une véritable consécration de l'arbitraire.

Par ailleurs, les demandes faites dans le cadre de la circulaire ont mobilisé depuis juin l'attention des médias et de l'opinion ; en marge, il y a tous ceux qui ne sont pas concernés par les conditions d'application : les jeunes venus sans leurs parents, les célibataires, les couples sans enfants, ceux dont la demande d'asile est en cours, les couples dont l'un est régulier... Quelles conséquences pour ces oubliés de la circulaire ?

LA LUTTE NE DOIT PAS SE TRANSFORMER EN ENTREPRISE CARITATIVE. Après l'annonce de la circulaire, les collectifs d'aide et de soutien aux sans papiers ont été de plus en plus sollicités. Malgré les risques évidents, et, même si certains militants voyaient bien les pièges, la plupart ont conseillé aux familles d'aller en préfecture. Particulièrement médiatisé depuis juin, le Réseau Éducation Sans Frontières a été submergé par les demandes d'aide, dépassant ses capacités militantes. Malgré des tentatives d'actions collectives (dépôt collectif de dossiers, rassemblements...), la plupart du temps est consacré depuis au suivi des dossiers (constitution, accompagnement individuel en préfecture, recours...), tâches qui risquent de mobiliser toutes les énergies militantes sur le service au cas par cas.

Face à ce débordement, la tendance semble être de recourir à des actions médiatiques, des concerts, de faire appel aux stars ou aux personnalités politiques, d'organiser des parrainages avec des élus... Ces initiatives, qui peuvent être localement très positives quand elles sont construites collectivement, tendent pourtant à masquer les questions politiques derrière une mobilisation caritative et humanitaire et à entretenir l'illusion d'une solution à la situation des sans papiers si jamais la gauche revenait au pouvoir. De plus, l'organisation de telles actions dévorant beaucoup d'énergie militante, l'organisation locale des résistances et des luttes passe alors au second plan. On éloigne l'action et les décisions des établissements, des écoles, des familles, des jeunes et des premiers concernés, on dépossède les sans-papiers de leur lutte.

Il nous faut être vigilants sur tous ces points. Les échéances électorales et l'enjeu idéologique vont continuer à porter l'immigration sur le devant de la scène

médiatique : à nous d'en démonter les discours et les illusions, de dénoncer l'enjeu économique de la précarité des sans papiers... Et aussi, à nous de continuer à organiser autour de nous, à renforcer la résistance, à avoir un regard politique sur les luttes que l'on mène afin de ne pas donner dans ces pièges : toutes choses qu'on arrive beaucoup mieux à faire collectivement au sein d'une organisation politique, plutôt qu'isolément.

PLUS QUE JAMAIS RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !

Leïla Soualy

* Code d'Entrée et de Séjour des Étrangers et Demandeurs d'Asile.

DANS LA FAMILLE BIG BROTHER, VOICI LE FICHER ELOI

Dans les coups bas des vacances, Sarkozy a annoncé la création d'un fichier informatique : le fichier ELOI. Ce fichier, qui doit recenser tous les sans-papiers connus des services de l'État (on pense bien sûr aux préfetures et à la police... Mais les réformes récentes sur le devoir de délation des travailleurs sociaux ou les nouveaux fichiers de l'Éducation Nationale laissent envisager le pire), comportera aussi les noms de tous ceux qui ont déclaré héberger des sans papiers, ainsi que de ceux qui rendent visite à une personne en centre de rétention !



POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 205

ÉDITO : 2007, QUI A LES CLÉS DU CHANGEMENT ?	2
LOGEMENT : LA CRISE ET SES PROFITS	3
ALCOOLISME : BOIRE OU MILITER, IL FAUT CHOISIR	4
CHÔMAGE-FORMATION	5
DOSSIER MOYEN-ORIENT : DE LA GUERRE À LA PAIX IMPÉRIALISTE	6-7
NOUVELLE-CALÉDONIE / (N)PCI / RAP	8
ARGENTINE : LES PIQUETERAS	9
HISTOIRE : 1936, ÉLECTIONS ET GRÈVE GÉNÉRALE	10
RESF : AU CŒUR DES MOBILISATIONS, OUI MAIS... / AGENDA OCTOBRE	11

PARUTION DU NUMÉRO 206 VERS LE 12 OCTOBRE. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 1^{ER} OCTOBRE

L'aubaine politique

Avec sa circulaire du 13 juin donnant une chance de régularisation aux familles sans-papiers ayant un enfant scolarisé, Sarkozy a réussi un tour de force. En juin 2006, RESF (Réseau Éducation Sans Frontières, créé depuis 2 ans) est en plein essor ; il mobilise, bien au-delà du cercle militant, des gens de tous bords, émus par le sort réservé aux enfants de sans-papiers, y compris des gens de droite. Les mobilisations contre la réforme du CESEDA (Code d'Entrée et de Séjour des Étrangers et Demandeurs d'Asile) ont été importantes et le lien avec la lutte contre le CPE et la précarité était très présent, mettant en avant les raisons économiques de maintenir dans la précarité et la peur les travailleurs sans-papiers.

Poussé par leur «gauche» à plus d'humanisme, attiré par leur extrême-droite à plus de rigueur, le gouvernement et Sarkozy commencent par menacer d'expulsions massives – la poigne de fer – pour annoncer ensuite la régularisation des familles – le gant de velours – tout en n'en faisant rien ou presque. RESF, comme d'autres collectifs, veut y voir une première victoire et s'engouffrer dans le cas par cas et les centaines de dossiers à suivre. Mais deux mois plus tard, le piège devient assez clair : les refus tombent, et si les militants se laissent

submerger et surmobiliser par les démarches, ils n'auront plus le temps ni la possibilité de mener une lutte plus globale et plus politique. Sarko redore son image d'un zeste de bonté et d'une bonne dose de rigueur et continue sa propagande d'un racisme à peine voilé, les mains libres.

Pendant ce temps, la gauche en profite pour redorer son image militante : participant facilement aux parrainages de familles ou de jeunes sans-papiers, certains se permettent même de se montrer sur le terrain aux moments cruciaux et médiatiques, comme Jack Lang qui vient à l'aéroport lors de l'expulsion de Jeff, un lycéen... Mais franchement, s'il l'avait voulu, il avait les contacts pour obtenir sa régularisation, non ? Tout est bon pour faire renaître l'idée que, une fois au pouvoir, la gauche régulariserait tous les sans-papiers... Même si, dans l'urgence des mobilisations, dans l'horreur des situations vécues, il est compréhensible de vouloir espérer une issue prochaine, ne nous trompons pas ! La gauche ne régularisera pas massivement les sans-papiers, elle ne l'a jamais fait, au mieux en régulariserait-elle une partie au cas par cas comme elle l'a déjà fait, tout en continuant de durcir les lois et les conditions de vie des étrangers.